

Paris, le 25 juin 2008

Reporters sans frontières
Contact : Jean-François Julliard
Tel : (33) 1 44 83 84 84
E-mail : julliard@rsf.org

Langage : **Français**

**Conseil des droits de l'homme – Examen périodique universel
Troisième session – Décembre 2008**

**Contribution de Reporters sans frontières, organisation non gouvernementale dotée du
statut consultatif spécial, à propos de la situation de la liberté de la presse
en COLOMBIE**

Introduction : Exposé de la situation de la liberté de la presse

La Colombie compte parmi les pays du continent américain où l'intégrité physique des journalistes est directement menacée. La presse, surtout en province, demeure exposée à de lourdes représailles lorsqu'elle traite de sujets sensibles comme le trafic de drogue, le conflit armé et la corruption et nombreux sont les prédateurs - selon la terminologie de Reporters sans frontières - à entraver son activité.

En tête des ennemis les plus redoutables des journalistes colombiens, les paramilitaires autrefois engagés dans la lutte contre la guérilla n'ont pas désarmé et conservent même une influence au sein de la classe politique, malgré le processus de démobilisation conduit sous l'égide du gouvernement entre juin 2003 et juin 2006. Certains membres des anciennes Autodéfenses unies de Colombie (AUC, dont les effectifs s'élevaient à 30 000 hommes) ont reconstitué des unités travaillant pour leur propre compte. Dans les départements de la façade atlantique, les Aigles noirs ont ainsi mené une véritable campagne de terreur contre la presse locale à la fin de l'année 2006 et au début de l'année 2007. Les mêmes Aigles noirs ont été à l'origine de menaces de mort contre des journalistes plus en vue de la capitale - Carlos Lozano, directeur de l'hebdomadaire communiste *Voz*, Hollman Morris, producteur de l'émission « *Contravía* » sur la chaîne publique *Canal Uno*, ou encore Gonzalo Guillén, correspondant du quotidien américain hispanophone *El Nuevo Herald* - en raison de leur ton critique vis-à-vis de l'administration Uribe. Hollman Morris a fait partie des personnalités réputées d'opposition victimes d'un scandale d'écoutes téléphoniques sauvages, conduites par les services de renseignement de la police. Ce scandale a finalement été révélé par le ministre de la Défense en personne, Juan Manuel Santos, le 14 mai 2007. Enfin, dans un climat

diplomatique tendu entre la Colombie et le Venezuela – le gouvernement d’Alvaro Uribe reprochant à celui d’Hugo Chávez sa « bienveillance » vis-à-vis de la guérilla des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) - les correspondants colombiens de la chaîne latino-américaine *Telesur*, lancée par Hugo Chávez en 2005, ont fait l’objet de menaces en provenance des rangs de l’armée. En 2008, plusieurs journalistes - dont le directeur de la revue *La Verdad*, Pedro Cárdenas, le directeur de la radio communautaire *Ecos de Tiquisio*, Rafael Gallego – ont subi des intimidations attribuées aux paramilitaires. Dans le département de Santander (Nord-Est), la menace est allée croissante au premier trimestre.

Les guérillas portent aussi leur part de danger pour la presse colombienne, malgré les revers militaires subis par les FARC au début de l’année 2008. Depuis le 17 février 2008, l’autre guérilla de l’Armée de libération nationale (ELN) retient en otages le journaliste indépendant Mario Alfonso Puello et deux autres personnes dans le département de La Guajira (Nord). Le motif de l’enlèvement n’est toujours pas connu. Le 9 février 2008, Antonio Macías Carrera, de la station *Radio Surcolombiana*, a été tué par balles à Algeciras, dans le département du Huila, Sud-Est, où les FARC, toujours présentes, recourent souvent aux attentats contre les rédactions. La victime occupait également des fonctions de conseiller municipal. Les auteurs de son assassinat n’ont jamais été retrouvés et le mobile reste à établir.

Le nombre de tués dans les rangs de la presse colombienne a, il est vrai, diminué sous le double mandat d’Alvaro Uribe. En 2007, un seul cas sur six était apparemment lié à la profession. En contrepartie, de plus en plus de journalistes prennent la décision de quitter leur région ou le pays dès que se précise une menace sur leur vie. Sept ont été dans ce cas en 2006, six en 2007 et trois depuis le début de l’année 2008.

1/ La situation de la liberté de circulation des informations sur Internet

Pas de données connues mais la situation est globalement satisfaisante sur ce point.

2/ Mesures prises par l’Etat pour améliorer la situation

En 2007, cinq journalistes colombiens bénéficiaient du programme de protection de l’Organisation des États américains (OEA), dont le Groupe des droits de l’homme de la police nationale (GRUDH), qui compte 64 bureaux dans tout le pays dont un central à Bogotá. Le programme consiste en une localisation permanente de l’individu menacé assortie de rondes de surveillance. Par ailleurs, des « schémas de sécurité » - surveillance partielle, garde du corps, véhicule blindé – peuvent être proposés par le ministère de l’Intérieur et de la Justice. Néanmoins, la majorité des journalistes *a priori* concernés avouent leur méfiance envers les autorités.

3/ Collaboration avec les organisations non gouvernementales (ONG)

Fondée en 1996, la FLIP, organisation partenaire de Reporters sans frontières, a mis en place deux ans plus tard un réseau d’alerte et de protection (RAP), pour les journalistes, animés par douze correspondants répartis sur tout le territoire. Depuis 2000, la FLIP fait partie des organisations consultées dans le cadre du programme de protection pour les journalistes du ministère de l’Intérieur et de la Justice.

4/ Recommandations

- que le processus de démobilisation des groupes armés soit reconduit dans le sens d'un réel désarmement de ces derniers, et d'une réinsertion de leurs membres dans la société ;
- qu'en accord avec la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH), le groupe des droits de l'homme de la police nationale dispose de moyens et d'effectifs conséquents, non seulement pour protéger les journalistes, mais également pour enquêter sur l'origine des menaces dont ils sont les cibles ;
- que les médias relayent davantage les atteintes à la liberté de la presse et à la liberté d'expression constatées dans le pays ;
- que la presse puisse accéder sans entraves aux audiences des paramilitaires, dont le caractère public a été établi par la Cour constitutionnelle en septembre 2006 ;
- que les médias les plus importants contribuent au renforcement des structures de représentation et de protection des journalistes, comme la nouvelle Fédération nationale des journalistes colombiens créée le 3 mai 2007 ;
- que toute la lumière soit faite sur le récent scandale des écoutes sauvages, entre autres de journalistes d'opposition, révélé par le ministère de la Défense le 13 mai dernier, quitte à réorganiser la composition et l'activité des services de renseignements.

Méthodologie

Les informations présentées dans cette note ont été collectées et vérifiées par Reporters sans frontières. L'organisation dispose notamment d'un réseau de correspondants présents dans 130 pays dans le monde ainsi que d'un réseau d'organisations partenaires présents dans une vingtaine de pays.

Dans certains pays, un journaliste peut passer plusieurs années en prison pour un mot ou une photo. Parce que emprisonner ou tuer un journaliste, c'est éliminer un témoin essentiel et menacer le droit de chacun à l'information, Reporters sans frontières, fondée en 1985, œuvre au quotidien pour la liberté de la presse.

Reporters sans frontières
47 rue Vivienne - 75002 Paris – Tel : 33 1 44 83 84 84 – Fax : 33 1 45 23 11 51
rsf@rsf.org - Plus d'informations [Σ www.rsf.org](http://www.rsf.org)